

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Jean-Claude le fataliste

Juncker tourne la page de l'Europe. Avec quelques espoirs et beaucoup de désillusions. Il nous avait prevenus.

Le changement d'heure, c'est du passé. Après avoir consulté les citoyens, cet été, la Commission européenne a annoncé, hier, qu'il faudra avancer ou retarder les pendules une dernière fois en 2019. Ensuite, ce sera terminé. Les États devront faire le choix de conserver, une fois pour toutes, l'heure d'hiver ou d'été.

Elle fonctionne donc comme ça l'Europe ? En décidant de ne pas décider ? Ou plutôt en ne faisant qu'une partie du chemin et en refilant le choix final aux pays membres. Car c'est un peu ce qui va se produire : il reviendra aux gouvernements de se concerter pour ne pas avoir une heure différente à Bruxelles, à Paris ou à Luxembourg. On imagine aisément ce qui va se passer... Vous en conviendrez, c'est un détail. Il ne s'agit, ici, que de trancher sur le changement d'heure. Mais c'est assez symptomatique du fonctionnement des 28, de leurs divisions, de la paralysie des institutions, des difficultés à faire aboutir des projets, surtout lorsque l'on aborde les questions vitales comme l'autonomie des États, les intérêts économiques et financiers des uns et des autres, la gestion des flux migratoires...

Un détail, donc, mais tellement éclairant, le jour où le président de la Commission européenne présente son dernier discours sur l'état de l'Union avant les élections européennes de mai prochain.

Lucide, Jean-Claude Juncker se veut néanmoins optimiste en répétant que l'Europe doit rester un espace de tolérance, qu'elle doit jouer un rôle politique et militaire plus important sur la scène internationale, qu'elle doit renforcer la position de l'euro face au dollar, qu'elle doit prendre son destin en main dans tant de domaines...

Certes. Mais les Européens n'ont-ils pas plutôt fait le chemin inverse dans ces domaines, au cours des dernières années, en affichant d'abord leurs désirs de régression et leurs profondes divisions internes ?

Jean-Claude Juncker le sait, même si le constat n'apparaissait, hier, qu'entre les lignes. N'est-ce pas lui qui, il y a quatre ans, en prenant ses fonctions à la tête de l'exécutif européen, avait déclaré : « *C'est la Commission de la dernière chance. Soit nous réussissons à rapprocher les citoyens de l'Europe, soit nous aurons échoué* » ? Et aujourd'hui, à l'issue de son dernier mandat, on serait bien tenté de répondre à sa place.